

88
02-1184-C-SIM-5

T 20

(1184/c)

04.02
I APP.

ESAME DI SIMULTANEA DAL FRANCESE ALL'ITALIANO
SESSIONE AUTUNNALE - I APPELLO A.A. 2001-2002 - testo 2

Point presse à l'issue de la rencontre entre M. Raffarin, Premier ministre français, et M. Prodi, Président de la Commission européenne. Bruxelles, 16 septembre 2002.

Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux de vous retrouver aujourd'hui dans cet immeuble que j'ai fréquenté six ans durant en tant que Parlementaire européen et en tant que membre du Comité des Régions et partenaire assidu de la Commission.

Je connais bien le fonctionnement des Institutions européennes et je suis très heureux d'avoir pu, avec le Président Prodi, renouer ces liens et surtout construire une démarche de travail en commun, puisque nous aurons une rencontre trimestrielle entre le Président de la Commission et le Chef du Gouvernement français. D'ailleurs, nous irons même plus vite, puisque à la mi-octobre, je serai heureux de recevoir le Président de la Commission à Paris.

C'est donc pour moi un rendez-vous important, parce qu'à la fois, la France se sent partie prenante de la dynamique européenne et aussi parce que nous avons de nombreux dossiers en commun. Nous devons en parler franchement, avec sincérité, et c'est ce que nous avons fait. C'est pourquoi je remercie beaucoup le Président Prodi du ton sincère de cet échange que nous avons eu au cours du déjeuner.

Deux grands sujets ont donc structuré nos échanges. D'abord ce que j'appellerais le grand rendez-vous de 2004, qui naturellement commence avant 2004, qui va s'échelonner de Bruxelles à Copenhague en passant par les différentes étapes des rendez-vous institutionnels de l'Europe. Ce sont deux grandes échéances importantes pour nous : l'élargissement et la (nouvelle donne institutionnelle.)

Ce sont des sujets stratégiques, pour l'Union européenne. Ce sont des sujets sur lesquels la France se sent complètement impliquée. Nous voulons l'élargissement. L'élargissement fait partie de la stratégie française en Europe, nous en mesurons les difficultés mais nous voulons aussi faire de cet élargissement un véritable espoir pour la dynamique européenne. Nous sommes attachés à cet élargissement et nous voulons préparer nos opinions publiques et l'ensemble de nos acteurs économiques et sociaux à ce rendez-vous. C'est un rendez-vous politique majeur et je suis très heureux de voir que le calendrier tel que le Président Prodi le prévoit correspond aujourd'hui à ce que nous attendons.

Il va de soi que l'élargissement pour nous est aussi lié à l'évolution institutionnelle de l'Union européenne. J'ai fait part au Président Prodi de notre volonté de participer activement, notamment à la Convention, sous l'autorité du Président Giscard-

d'Estaing) mais aussi, à toutes les réunions qui participent à cette convergence d'une perspective institutionnelle européenne qui puisse rassembler les États.

Il y a là une vraie volonté. La France exprime à l'intérieur de la Convention ses idées. Elle souhaite que les Institutions européennes donnent de la force à l'Union, pour cela (elle est favorable) à ce que la Commission joue un rôle fort, elle (souhaite) aussi que le Conseil ait toute sa place stratégique dans l'Union.

La France est motivée par ces débats et nous organiserons, dans l'ensemble du pays, dans les semaines qui viennent, de (très nombreux) débats pour que les citoyens se sentent partie prenante de ce grand rendez-vous 2004. C'est une perspective pour la France, c'est un projet pour la France et la France ne doit pas rester en dehors de cette grande (mobilisation) de l'Union européenne. J'ai dit au Président Prodi que nous participerions à chacun de ces rendez-vous avec un esprit constructif, et vraiment très engagé.

Deuxième grand sujet sur lequel nous avons échangé, c'est la (mobilisation) européenne pour l'emploi. Nous voyons bien aujourd'hui que la situation de la croissance est incertaine. Un certain nombre de difficultés sectorielles sont présentes ici ou là dans l'Union européenne. Il y a une vraie préoccupation pour l'emploi. Cette préoccupation concerne tous les pays de l'Union et nous voulons y répondre par une stratégie forte au niveau de l'Union. Je partage tout à fait les propos exprimés par le Président Prodi.

Pour nous, la réponse à cette question de l'emploi, est à la fois une réponse de l'intelligence, de l'innovation, de la création, de la recherche. Il est évident qu'il faut jouer la carte de la valeur ajoutée dans l'Union européenne. C'est pour cela que les pôles d'excellence dans l'Union européenne, l'ensemble de cette dynamique pour l'attractivité européenne en matière de recherche, doivent faire partie vraiment de notre mobilisation en France, en Allemagne et ailleurs.

Nous assistons au départ d'un certain nombre de nos « cerveaux » qui, naturellement, handicape notre potentiel de développement. Il faut reconquérir cette matière grise, re-mobiliser les forces de recherche, organiser des pôles d'excellence avec la puissance de l'Union européenne. Cela fait partie de notre dynamique pour créer de la valeur.

Il y a également la lutte pour tous les emplois peu qualifiés, ou pour les emplois qui ont besoin aujourd'hui d'être soutenus parce qu'ils sont dans des secteurs où de nombreux emplois ne sont pas pourvus. Voilà d'après moi les sujets les plus importants auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Et maintenant je suis à votre disposition pour les questions que vous voudrez me poser. Merci de votre attention.